Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, notamment sur la situation politique en Syrie, à Paris le 6 juillet 2012.

2012-07-06

Mesdames et Messieurs, merci d'être là.

Nous avons réuni ce matin à Paris la conférence des Amis du peuple syrien qui a été ouverte par le discours du président de la République, M. François Hollande.

Durant toute la matinée, plus de 107 pays et organisations, c'est-à-dire plus de la moitié du monde, étaient réunis là. Ils se sont exprimés pour soutenir la lutte du peuple syrien afin qu'il puisse décider librement de son avenir, dans un cadre démocratique et souverain.

Les participants ont rendu hommage au courage du peuple syrien, ils ont salué la mémoire des plus de 16.000 victimes tombées sous la barbarie du régime de Bachar Al-Assad. Nous avons condamné l'usage toujours de plus en plus violent de la force par le régime, y compris les bombardements et l'utilisation d'hélicoptères contre des zones civiles. Enfin, les participants ont clairement affirmé que ceux dont la présence compromettrait la crédibilité de la transition politique devraient être mis à l'écart.

Pour l'ensemble des participants sans exception, une évidence s'impose : M. Bachar Al-Assad doit quitter le pouvoir et le plus vite sera le mieux.

Les participants dans leur diversité ont pris un certain nombre d'engagements auprès du peuple syrien. J'en citerai six :

Le premier est que nous souhaitons, nous demandons et nous allons faire en sorte que l'action du Conseil de sécurité des Nations unies soit renforcée. Ceci signifie clairement un appel à l'adoption urgente d'une résolution sous chapitre VII de la Charte des Nations unies.

Deuxièmement, nous avons insisté sur le fait que les responsables des crimes ne devaient pas rester impunis. Nous nous sommes engagés à soutenir les efforts visant à rassembler les éléments de preuve qui permettront de demander des comptes aux responsables, notamment les responsables de violations susceptibles d'être considérées comme des crimes contre l'humanité.

Troisièmement, les participants ont souligné que les responsables et les soutiens de la répression devaient être plus durement et plus largement sanctionnés. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Qu'un certain nombre de pays ont adopté des sanctions, et que ces sanctions doivent être généralisées ; que chacun des pays présents et les autres doivent faire en sorte que les sanctions soient larges et effectives.

Quatrièmement, l'opposition démocratique était présente et s'est exprimée : l'opposition de l'intérieur, l'opposition de l'extérieur, jeunes, moins jeunes, mais toutes et tous des personnalités remarquables par leur courage ; cette opposition démocratique et les réseaux de solidarité locaux seront activement soutenus.

Nous avons entendu des messages, souvent très émouvants, des militants de l'intérieur. Certains étaient partis, hier-même de Syrie, au péril de leur vie, pour assister à cette conférence. Tous les participants qui ont entendu ces témoignages, témoignage du président du Conseil national syrien, témoignage de la porte-parole de la conférence qui a eu lieu la semaine dernière au Caire et qui a rassemblé toute une série de participants, tous ceux qui ont entendu ces témoignages ont fait part de leur admiration pour le courage de celles et de ceux qui risquent quotidiennement leur vie pour la démocratie.

Nous avons en particulier entendu le président du Conseil national syrien, nous avons pris connaissance du rapport du comité préparatoire de la Conférence du Caire qui a été présenté par sa porte-parole. Il faut souligner que, contrairement à ce qui a été dit parfois, cette conférence du Caire, sous l'égide de la Ligue arabe, a permis à l'opposition, pour la première fois, de s'entendre sur un pacte national et sur un plan de transition concret et détaillé qui jette les bases d'une Syrie libre et démocratique.

De la même façon, nous avons exprimé notre soutien aux mesures légitimes prises par la population syrienne pour assurer sa propre protection.

Les participants à la Conférence des Amis du peuple syrien ont décidé d'accroître fortement leur aide concrète à l'opposition. Certains des participants, c'est le cas notamment de la France, ont procuré aux opposants des moyens améliorés de communication, pour qu'il n'y ait pas de possibilité pour le régime de filtrer ces communications. De la même façon, les participants ont entendu l'appel des organisations locales de solidarité à être activement soutenues. Je dis bien «par les réseaux locaux» car le paradoxe cruel est que parfois, des aides qui sont destinées à la population syrienne sont détournées par le régime lui-même.

Il faut donc travailler avec des partenaires sûrs et multiples pour veiller à ce que l'aide concrète parvienne à ceux et à celles qui en ont besoin. Précisément, l'aide humanitaire à la population sera renforcée, plusieurs pays ont annoncé des aides financières

supplémentaires lors de cette réunion. C'est le cas notamment de la France qui a annoncé un million d'euros supplémentaire affecté au fonds d'urgence et la création d'un fonds qui pourra être alimenté par nos collectivités locales. Les collectivités locales qui veulent aider le peuple syrien pourront alimenter ce fonds.

Enfin, il est une évidence, c'est que tous ceux et toutes celles qui étaient là ce matin ne veulent pas simplement aider le peuple syrien au moment de la difficulté qui est extrême, mais ils veulent être solidaires du peuple syrien dans la reconstruction. Nous nous sommes félicités que le Maroc soit disposé à accueillir la prochaine réunion des Amis du peuple syrien qui, si ce mouvement continue, comportera encore plus de membres que cette fois-ci.

En effet, c'est la troisième réunion à laquelle nous assistons et à chaque fois, il y a une progression sensible du nombre des participants.

Je voudrais ajouter, Mesdames et Messieurs, quelques autres commentaires. On pourrait dire : «Voilà, c'est une conférence, vous êtes là, c'est très bien mais vous discutez alors que sur le terrain, la population syrienne continue à être massacrée.». On ne veut pas opposer ce qui se passe sur le terrain et ce que nous faisons ici sur le plan diplomatique. Il est indispensable que la résistance continue son action. Nous avons vu avec grande satisfaction que la résistance gagnait du terrain. C'est ce que montre toute une série d'indices. Mais en même temps, il faut augmenter la pression internationale et cela passe par des réunions comme celle-ci et par la mise en cause de celles et de ceux qui voudraient se mettre en travers du chemin. Il faut que la diplomatie, c'est le cas, aide ce qui se passe sur le terrain, qu'elle aide la résistance et que la résistance progresse pour rendre concrète cette diplomatie.

Je voudrais faire une autre remarque en soulignant - beaucoup de mes collègues ce matin l'ont fait - que l'argument parfois employé consistant, de la part du régime syrien, à dire qu'au fond, il y avait sans doute des exactions mais que, du côté de la résistance, il y avait aussi des actions contestables, non. Les choses ne se présentent pas ainsi. Lorsque tout cela a commencé, la population syrienne était pacifique et c'est Bachar Al-Assad qui a commencé à la massacrer systématiquement.

Je voudrais ajouter que, et c'est peut-être là l'essentiel, ce qui est un jour positif pour le peuple syrien est un jour difficile pour le régime de Bachar Al-Assad. Aujourd'hui-même, se sont réunis à Paris plus de la moitié des pays du monde pour dire qu'ils ne veulent plus de ce régime et qu'ils veulent une Syrie libre. Ce même jour est voté à une écrasante majorité par le Conseil des droits de l'Homme une résolution qui condamne avec la plus grande fermeté les autorités de Damas. Ce même jour, il est avéré que la résistance enregistre des progrès sur le terrain et ce même jour, nous apprenons des défections dont l'une signifie que l'entourage proche de Bachar Al-Assad commence à comprendre que c'est évidemment un régime insoutenable. Il y a d'autres éléments qui vont dans le même sens,

le combat continue, l'action est loin d'être terminée, mais je crois que tous les participants se félicitent qu'une telle réunion puisse aider à faire basculer le régime. Je le répète, ce régime doit tomber, la liberté doit réapparaître dans ce beau pays qu'est la Syrie et plus tôt M. Bachar Al-Assad aura quitté le pouvoir, meilleur ce sera.

Q - Au début de cette réunion, le président Hollande a adressé des messages à ceux qui sont ici présents mais également à ceux qui ne sont pas venus aujourd'hui. Après cette réunion, vous vous rendrez en Asie pour une visite importante car vous serez le premier des ministres du nouveau gouvernement de la France à visiter la Chine et le Japon. Quels seront vos messages en tant que membre permanent ?

Concernant l'Iran, la semaine dernière, vous disiez que les cinq membres permanents avaient une attitude unie et vous disiez que vous souhaiteriez que cette union existe aussi pour d'autres dossiers. D'après vous, pourquoi, concernant l'Iran, les cinq membres permanents partagent-ils les mêmes idées et pourquoi concernant la Syrie, on ne voit pas encore une telle attitude unie ?

R - En effet, il est exact que je pars ce soir même, d'abord pour le Japon puisqu'il y a, vous le savez, une conférence importante qui se tient à propos de l'aide civile en Afghanistan. Je souhaite aussi avoir des entretiens avec le gouvernement japonais puisque le Japon et la France sont des partenaires étroits. Le Japon s'est exprimé ce matin, il était présent.

Ensuite, j'irai, et je m'en réjouis, rencontrer nos amis chinois. J'aurai le plaisir de rencontrer mon homologue, le conseiller d'État chargé des Affaires étrangères ainsi que le Premier ministre actuel. Je rencontrerai la personne qui, vraisemblablement, sera la personnalité qui exercera ces fonctions dans le futur. Je suis très honoré de cette visite.

Bien sûr, nous aborderons ensemble toute une série de sujets à la fois bilatéraux et internationaux. Nous aborderons sûrement la question de la Syrie et aussi, pourquoi pas, la question de l'Iran.

Un mot sur le nucléaire iranien, puisque c'est de cela qu'il s'agit. C'est vrai que depuis maintenant beaucoup de temps, et c'est une bonne chose, alors que nous reconnaissons bien sûr le droit à l'Iran de posséder le nucléaire civil, nous sommes nombreux, et en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité dont la France, la Chine et la Russie, à ne pas accepter la perspective que l'Iran dispose d'une arme nucléaire. Pourquoi ? Parce que si l'Iran disposait d'une arme nucléaire, ce serait un risque considérable de dissimulation, un risque pour la région.

Sur ce point, nous travaillons à cinq, les membres permanents du Conseil de sécurité, plus un qui est l'Allemagne. Nous avons des réunions fréquentes avec la partie iranienne. Malheureusement, ces négociations piétinent. Pourquoi avons-nous pris la position que nous

avons prise qui, vous avez raison de le souligner, est une position unanime ? C'est parce que nous sommes très attachés à la sécurité mondiale, nous sommes très attachés à la paix et à la diminution de tout ce qui peut être une source de tensions. Il est évident que la possession par l'Iran de l'arme nucléaire serait une très grande source de tensions internationales. C'est la raison pour laquelle, j'imagine et j'en suis même sûr, que la Chine, puisque vous y faites allusion, a pris la même position que nous.

Dans le cas de la Syrie, nous sommes fidèles à cette position de principe. On nous dit et c'est aussi parfois ce que nous disent nos amis chinois ou russes que c'est une affaire intérieure dans laquelle il ne faut pas s'ingérer. Le problème, et sinon il n'y aurait pas la présence des 107 pays et délégations que vous avez vus ce matin, c'est que c'est une menace internationale pour la région évidemment, car à partir de ce qui se passe en Syrie, il y a des menaces évidentes sur les pays voisins comme ce qui se passe en Turquie, en Irak, en Jordanie au Liban, voire ce qui peut se produire en Israël. On ne peut pas soutenir l'idée que c'est une question intérieure. Évidemment, cela a des répercussions sur l'ensemble de la sécurité bien au-delà, et en plus, ce qui se passe à l'intérieur de ce pays est contraire à l'exigence universelle des droits de la personne humaine.

C'est donc la même volonté d'équilibre, de paix, de sécurité, de respect des droits qui nous pousse, dans le cas de l'Iran, à ne pas accepter la perspective nucléaire militaire et dans le cas de la Syrie à refuser le maintien d'un régime qui massacre son peuple. C'est ce qui nous pousse à souhaiter que les Syriens puissent faire le choix, démocratiquement, d'un autre régime.

Pour finir, j'ajouterai que lorsqu'il est dit à propos de la Syrie que l'objectif que l'on doit poursuivre c'est l'ordre et que la chute de Bachar Al-Assad risquerait de conduire à un certain désordre, c'est un argument que nous entendons dans les discussions que nous avons notamment avec les Russes et les Chinois. Il n'y a pas de plus grand désordre et de désordre sanguinaire que ce qui existe aujourd'hui en Syrie. Personne ne peut croire que l'on va aboutir à un ordre démocratique et durable avec M. Bachar al-Assad. Donc, que ce soit au nom des droits de la personne, que ce soit au nom de la sécurité internationale, que ce soit au nom de la recherche de la paix, que ce soit au nom de la recherche de l'ordre, que ce soit au nom de la lutte contre le terrorisme, tout converge pour soutenir un autre régime politique décidé librement par les Syriens en Syrie.

Voilà ce que j'essaierai d'expliquer à mes partenaires chinois.

Q - Si vous le permettez, je vais commencer là où vous avez terminé, vous avez fait allusion à ce général qui a fait défection. Selon nos sources, il est en partance de Turquie vers Paris. Confirmez-vous qu'il se rend bien à Paris ? Aussi, j'aimerais savoir si vous renouvelez l'appel de la France à d'autres hauts responsables militaires pour qu'ils fassent cette défection ?

J'ai une autre question si vous le permettez, on a entendu aujourd'hui des pays qui disent qu'il faut reformuler la conception de cette réunion, à savoir la conférence des Amis du peuple syrien parce qu'il ne s'agit que de rencontre protocolaires et qu'à la fin, c'est le régime de Bachar Al-Assad qui gagne du temps et qui continue son travail.

R - Je commencerai par la seconde partie de votre question. Je n'ai pas le sentiment que cette réunion soit très favorable au régime de M. Bachar Al-Assad. Très honnêtement, il faudrait avoir un goût prononcé du paradoxe pour le soutenir. Ici, il y a plus de cent pays qui sont réunis et qui réaffirment de la manière la plus haute qu'ils veulent, au nom de la liberté et des droits, que M. Bachar Al-Assad s'en aille. C'est dit, grâce à vous tous, à la face du monde. Ensuite, il y a des décisions concrètes qui ont été prises. Il y aurait un reproche que l'on pourrait faire en disant que nous discutons sans qu'il y ait de décision concrète. Mais, quand de multiples pays décident d'augmenter les sanctions, qu'ils décident d'augmenter leur aide humanitaire, qu'ils décident ensemble de saisir très vite le Conseil de sécurité des Nations unies sur la base du chapitre VII pour faire en sorte que le plan Kofi Annan puisse être complété, ce ne sont pas des discussion ni des discours. C'est du concret.

Peut-être y a-t-il des améliorations à faire, il y en a toujours. En tout cas, je pense que cette réunion est utile, elle a été ressentie comme telle même si je comprends tout à fait que celles et ceux qui étaient encore hier en Syrie et qui voient leur famille, leurs proches massacrés voudraient que les choses aillent plus vite et que tout bouge. Je le souhaite aussi mais en même temps, nous savons que nous sommes dans un ordre international et qu'il faut agir à travers les réalités internationales.

Sur le point de la défection d'une personnalité, j'ai confirmation que cette personnalité qui fait partie de la Garde républicaine de Bachar Al-Assad et qui a été longtemps l'un de ses amis, a fait défection. Pour autant, je n'ai pas d'indication sur sa destination finale. En tout cas, je crois que tout le monde considère, pour parler un peu vulgairement, que c'est un coup dur pour le régime. J'en tire une autre conclusion, même les plus proches commencent à se rendre compte que l'on ne peut pas soutenir un massacreur comme l'est M. Bachar Al-Assad. De ce point de vue, la Conférence des Amis du peuple syrien, la condamnation très ferme de la Commission des droits de l'Homme à Genève, la montée souhaitable et constatée de l'opposition syrienne sur le terrain, la défection d'un des généraux les plus proches de M. Bachar al-Assad, tout cela me fait considérer qu'il reste beaucoup de choses à faire mais que ce n'est pas une bonne journée pour le régime syrien.

Q - Monsieur le Ministre, qu'est-ce qui pourrait aujourd'hui, selon vous, permettre de lever le blocage ou infléchir la position russe ? Deuxième point, n'est-il pas temps que l'on remette en question le système de fonctionnement du Conseil de sécurité des Nations unies où, on le voit bien, un seul veto bloque tout et ne peut empêcher le massacre d'un peuple ?

R - Votre deuxième observation, évidemment, fait référence à toute l'organisation internationale, ce sont des sujets extrêmement graves. On sait qu'au moment où a été constituée la Charte des Nations unies, cela s'est fait sur une certaine base historique qui, aujourd'hui, ne correspond pas nécessairement à la réalité. C'est la raison pour laquelle nous sommes de ceux qui veulent élargir la composition du Conseil de sécurité. Mais il est tout à fait exact que cela ne se fera malheureusement pas en quelques jours. De plus, vous le savez, pour modifier la Charte des Nations unies, il faut l'aval de ceux qui sont au Conseil de sécurité et ceux-là, évidemment, mettront définitivement en cause leur propre veto.

Sur votre première question, qui est tout à fait percutante et pertinente, qu'est-ce qui pourrait amener ceux qui ne sont pas encore ralliés à une vision différente du régime à bouger leur position ?

Je note d'abord - parce qu'il y a eu des interprétations peut-être un peu rapides - que la semaine dernière à Genève, nous avons tous signé un texte, y compris ceux qui n'étaient pas là aujourd'hui, c'est-à-dire les Russes et les Chinois, et que, si les mots ont un sens - même s'il y a eu des interprétations différentes ensuite -, ce texte signifie, pour ceux qui l'ont signé - et j'ai participé aux discussions, on ne peut pas me faire dire le contraire de ce que j'ai entendu -, que par rapport à la transition politique - puisque c'était cela l'apport du texte, M. Bachar Al-Assad ne pouvait pas être le bénéficiaire de la transition politique.

Je parle de mémoire mais, ayant contribué à la rédaction du texte, je sais ce qu'il y a dedans. Lorsque l'on dit : il faut qu'il y ait un nouveau pouvoir exécutif - «governing body» -, qui est le nouveau pouvoir exécutif ? Le pouvoir exécutif aujourd'hui étant détenu par M. Bachar Al-Assad, s'il y a un nouveau pouvoir qui détient le pouvoir exécutif, c'est que l'on a voulu dire que ce n'était plus M. Bachar Al-Assad. D'autre part, on a dit qu'il fallait qu'il y ait un consentement, de part et d'autre, pour la composition du gouvernement. Vous avez discuté avec nos amis syriens ce matin : personne ne peut imaginer qu'il y aurait un consentement à ce que M. Bachar Al-Assad fasse partie du nouvel exécutif de transition.

Donc, il peut y avoir des interprétations a posteriori, mais enfin, la réalité est celle que je dis. Ce texte, qui a été signé par l'ensemble des membres permanents du Conseil de sécurité, constitue donc un pas en avant, même s'il est insuffisant. Pourquoi ? Parce que nous allons revenir aux Nations unies bientôt, sous chapitre VII, et nous allons demander à ceux qui ont signé ce texte tout simplement son application ; on n'a pas besoin de changer. Alors, il faudra, si les choses n'ont pas bougé d'ici là, qu'ils s'expliquent : ou bien, ils confirmeront leur signature - ce sont des gens qui réfléchissent -, ou bien ils nous diront qu'ils signent quelque chose mais qu'ils ne sont pas d'accord pour l'appliquer et cela augmentera la pression internationale.

Je reviens, pour terminer, à la base même de votre question. Qu'est-ce qui peut faire évoluer ceux qui n'ont pas encore la même approche que nous ? Deux ou trois éléments.

Ils nous disent - c'est ce que l'on entend - et c'est une interrogation légitime : «Mais que va-t-il se passer après Bachar Al-Assad ?» ; sous-entendu : «Il risque d'y avoir du désordre». Mais il n'y a pas de plus grand désordre sanguinaire qu'aujourd'hui. D'autre part, et c'est la raison pour laquelle les progrès des travaux de l'opposition vers l'unité sont si importants, la transition politique, les Syriens eux-mêmes sont en train de la bâtir. A partir de ce moment-là, l'argument tiré du risque de désordre n'a aucun sens.

Deuxièmement, ils nous disent : «Mais pas d'ingérence dans les affaires intérieures». J'ai dit tout à l'heure que cette affaire intérieure était devenue une affaire internationale. Il n'est de la volonté de personne, je l'espère en tout cas, parmi ceux qui, pour le moment, font un peu un pas de côté, de dire : «il faudrait que le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Turquie s'embrasent». Sans compter qu'il y a plusieurs dizaines et même centaines de milliers de personnes qui étaient à l'origine venues de Russie, qui sont passées par la Jordanie, qui sont en Syrie, qui se trouveraient en grande difficulté dans une telle occurrence.

Quels sont les autres arguments ? Ne pas perdre son influence dans la région ? Mais c'est précisément en continuant de soutenir un régime aussi massacreur que celui de Bachar Al-Assad que ceux-là risquent de perdre leur influence. Sinon, pourquoi leur influence se réduirait-elle ? Ils ont leur place comme chacun dans le respect des droits des Syriens.

Alors, évidemment, il reste des arguments tirés des anciennes relations, tirées de la volonté de s'affirmer en disant que l'on n'est pas d'accord, tirées de ceci, tirés de cela. Mais, j'ai bon espoir - car nous avons affaire à des gens qui réfléchissent et qui raisonnent - que, finalement, nous arrivions à la solution qui s'impose.

Un dernier élément : vous parliez de nos partenaires russes. Récemment, M. Poutine était au Proche et au Moyen-Orient ; il a fait le tour d'un certain nombre de pays. François Hollande et moi-même avons ensuite - c'est le hasard des rencontres - vu les responsables de ces pays et ils nous ont tous dit, quelle que soit leur orientation, qu'ils avaient dit à M. Poutine que la position qu'il prenait était absolument incomprise des populations et, en particulier, des populations arabes. C'est donc aussi un élément qui, je l'espère, sera pris en considération.

Q - A plusieurs reprises au cours de vos interventions vous avez parlé d'opposition démocratique. C'est assez nouveau de la part d'un ministre des Affaires étrangères français. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-de qu'il y a une opposition démocratique et une qui ne l'est pas ? D'autre part je voudrais revenir sur la défection du Général Tlass. Vous avez annoncé sa défection. L'opposition ici à Paris et assez discrète sur le fait de savoir s'il va rejoindre l'opposition. Est-ce que vous pouvez, puisque semble-t-il vous en

savez plus que l'opposition, nous annoncer que Manaf Tlass va rejoindre l'opposition et non pas seulement faire défection ?

R - Je ne vais pas inventer une information que je n'ai pas. Je n'en sais rien.

Sur le premier point, si j'ai employé cette expression, c'est parce que pour moi c'est une espèce de tautologie. Si on veut aller plus loin dans l'analyse, il y a certainement en Syrie comme dans d'autres circonstances, des éléments qui s'opposent à un régime sans pour autant avoir des conceptions extrêmement démocratiques. Je passe sous silence - mais je ne devrais pas - des éléments qu'on pourrait qualifier facilement de terroristes qui se greffent sur ce type de conflit. Après, évidemment, il peut y avoir un amalgame qui est fait entre les uns et les autres. Je ne veux pas de cet amalgame. Donc l'opposition, tous ceux qui luttent pour une Syrie démocratique, c'est-à-dire l'intégrité du territoire, le respect des communautés, le respect des droits, le fait qu'il doit y avoir une constitution, ensuite des élections libres, voilà l'opposition telle qu'elle travaille. S'il doit y avoir d'autres éléments qui, eux, ont d'autres visées, que je qualifiais de terroristes pour faire masse, à ce moment-là il faudrait s'en méfier.

Q - Est-ce que c'est la raison pour laquelle la France s'oppose à l'armement des rebelles ?

R - Non. Nous avons à ce stade une ligne de conduite qui se retrouve d'ailleurs dans le texte qui a été signé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à Genève la semaine dernière, c'est que nous ne sommes pas pour la militarisation du conflit. Vous me direz : «Vous plaisantez, quand on voit la réalité». Évidemment, on est dans une contradiction. Ce n'est pas parce que je suis là où je suis que je ne dois pas dire les choses telles qu'elles sont. D'un côté, si des armes sont fournies, elles alimentent évidemment la militarisation. De l'autre, si les armes ne sont pas fournies, compte tenu de l'inégalité des forces en présence, c'est un avantage donné au régime. Et de fait, ce dilemme est tranché dans la réalité puisque vous savez comme moi que des armes sont fournies à la résistance.

Q - Il paraît que le litige avec la Russie est surtout un litige sémantique parce que les Russes tiennent à leur lecture qui au départ était d'éloigner M. Assad du processus, comme vous l'avez dit aujourd'hui, c'était avant de changer le texte. Après il y a eu peut-être un changement. La lecture actuelle des Russes, c'est que M. Assad reste jusqu'au bout du processus politique. Comment allez-vous résoudre cette contradiction ? Deuxième chose, aujourd'hui le ministre qatari a évoqué la possibilité, peut-être la nécessité d'agir en dehors du Conseil de sécurité. Est-ce que c'est une option qui est aujourd'hui sur la table ?

R - Sur le premier point, je me suis exprimé de manière assez claire.

Sur le deuxième point, la position constante de la France est de se situer dans le cadre de la légalité internationale, c'est-à-dire des résolutions et des décisions qui sont prises dans le cadre des Nations unies. C'est une position constante.

Q - A votre avis, cette situation peut encore durer combien de temps ? Cette situation presque de guerre froide pour la majorité des Syriens qui sont ou bien sous les bombes ou sous le poids des sanctions. Ma question est aussi de savoir si vous vous êtes déjà rendu en Syrie ?

R - La réponse à la deuxième question est oui. J'ai trouvé ce pays absolument magnifique. Tous les pays sous la dictature sont des crève-cœurs, mais je dirais peut-être encore plus quand c'est un pays qui a autant d'atouts, autant de richesses, autant de gentillesse, que la population syrienne.

Sur le premier point, la durée de cette situation, nous voudrions tous que les choses aient déjà bougé et changé. Cela fait des mois et des mois que ces massacres voulus, je le répète, par M. Bachar Al-Assad, se perpétuent. Plus de 16 000 morts, des dizaines de milliers de blessés, des centaines de milliers de réfugiés, une menace pour l'ensemble à la fois du pays et pour la région. J'ai employé une fois le mot de «guerre civile», peut-être que ce n'était pas juridiquement tout à fait cela, mais - je ne sais pas si c'est une menace ou déjà une réalité -, ce qui est terrible, c'est que cela risque de devenir une guerre sectaire et que ces Syriens qui vivaient et qui veulent vivre ensemble, tout est fait pour les opposer les uns et les autres. Et c'est cela qui est peut-être encore plus dangereux que le reste parce qu'à partir du moment où vous avez monté un certain degré de tension et qu'on fait appel à la dimension ethnique, à la dimension religieuse, il est très difficile ensuite de rétablir la paix et la concorde.

Nous sommes là pour pousser dans la direction qu'il faut et - je terminerai par là - pour dire au peuple syrien que, bien évidemment, nous voudrions que les choses aillent beaucoup plus vite, beaucoup plus loin. Nous admirons le courage actif dont il fait preuve et nous faisons, notamment la France, tout ce que nous pouvons pour l'aider. Merci beaucoup.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185460-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange